



## **Appel à la mobilisation des personnels de l'Enseignement supérieur et de la Recherche contre la machine à broyer**

La loi LRU-Fioraso du 22 juillet 2013 donnait une année aux communautés d'universités et d'établissements (ComUE) qu'elle instaurait pour adopter leurs statuts. Une année plus tard, force est de constater que le ministère et le gouvernement sont en échec. Seuls les statuts de quatre ComUE ont pu être présentés au conseil national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (CNESER) avant la date limite fixée par la loi. Ce n'est qu'avec l'aide d'organisations syndicales et étudiantes complaisantes, que le MESR peut faire passer au goutte à goutte les statuts des ComUE qui manquent à l'appel. Certaines d'entre elles connaissent par ailleurs des difficultés de fonctionnement interne qui amènent certains établissements à quitter le navire dans lequel ils avaient embarqué.

Quasiment partout, par la voix des organisations syndicales qui les représentent, les personnels se sont exprimés contre les ComUE dans les instances comme les comités techniques. C'est uniquement grâce à une « gouvernance » des ComUE, totalement opaque, et aux conseils d'administration d'établissements que les lois LRU-Pécresse et LRU-Fioraso ont mis sous la coupe des présidents d'université omnipotents, que des directions ont pu faire adopter les projets de statuts de leur ComUE afin de pouvoir les présenter au ministère.

Si, en 2007, Valérie Pécresse avait initié l'éclatement du service public d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), puis avait engagé une première étape de recomposition territoriale de l'ESR en ouvrant la course à l'« excellence », aujourd'hui, Geneviève Fioraso et les gouvernements qu'elle représente forcent à la régionalisation et à la métropolisation de l'ESR.

Ce plan de restructuration d'ampleur nationale de l'ESR s'accompagne d'un plan social et du développement de l'emploi précaire et contractuel en lieu et place des postes de fonctionnaires. La question des budgets et de l'emploi, sévèrement mis à mal par la politique d'austérité imposée par le gouvernement, ne peut être dissociée de la mise en place des ComUE qui sont de véritables machines à broyer les budgets, les emplois, les formations et la recherche, les personnels et les étudiants.

Dans les établissements d'ESR, chacune et chacun peut d'ores et déjà mesurer les conséquences concrètes de cette politique sur sa carrière, ses conditions de travail, sur l'avenir de son laboratoire, de sa composante ou de son service. Dans le même temps, le rapprochement confirmé entre le MEDEF et la conférence des présidents d'université (CPU) laisse entrevoir l'avenir que veulent construire les présidents d'université pour nos établissements d'ESR.

Jusqu'ici, c'est la résistance des personnels qui a empêché les directions d'établissements d'avancer comme le leur demandait le ministère. Dans le prolongement de la journée de mobilisation du 18 juin 2014 contre les fusions, ComUE et autres regroupements régionaux puis de la journée de mobilisation des personnels de la recherche le 17 octobre, cette résistance locale doit aujourd'hui déboucher sur une mobilisation nationale des personnels et des étudiants pour que la ministre et la secrétaire d'État entendent enfin leurs revendications et leur opposition farouche au démantèlement du service public national d'ESR et sa régionalisation.

Dans la perspective de cette mobilisation nationale large, la CGT FERC Sup appelle les personnels de l'ESR à participer aux rassemblements et manifestations organisés le 4 novembre (vote du budget à l'Assemblée nationale). Nous leur demandons également de manifester leur solidarité avec les personnels des transports appelés à se mobiliser ce même jour pour la défense des services publics.

Montreuil, le 30 octobre 2014